

RAPPORT N° 159 26 octobre 2004
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
sur le postulat N° 228.03 Antoinette Romanens
concernant les conséquences pour le canton
des modifications de la loi sur
l'assurance-chômage et l'insolvabilité

Nous avons l'honneur de vous soumettre un rapport sur le postulat Antoinette Romanens concernant les conséquences pour le canton des modifications de la loi sur l'assurance-chômage et l'insolvabilité LACI. Ce postulat, déposé et développé le 26 mars 2003, demandait l'étude et la mise en œuvre rapide de toute mesure propre à garder dans le circuit socio-économique les personnes sorties du chômage LACI. Dans sa réponse, le Conseil d'Etat a exposé qu'une suite favorable avait déjà été donnée au postulat par l'adoption d'un projet de loi modifiant la loi du 13 novembre 1996 sur l'emploi et l'aide aux chômeurs (LEAC). Il a toutefois considéré qu'il était utile de faire le point concernant l'offre de mesures d'emplois temporaires et de formations pour demandeurs d'emploi et a proposé dès lors au Grand Conseil d'accepter le postulat mais de limiter le rapport à ces deux aspects.

1. RAPPEL

L'augmentation du nombre de personnes ayant épuisé leurs indemnités de chômage en 2003 a été un sujet de préoccupation dans tous les services de l'emploi de Suisse. En effet, le passage de 520 indemnités à 400, dans un délai cadre de deux ans maintenu, n'a pas manqué de créer des situations difficiles pour les personnes en fin de droit.

Ces problèmes n'ont pas remis en cause les systèmes de prise en charge des demandeurs d'emploi en Suisse; ils n'ont pas nécessité une modification fondamentale des systèmes cantonaux mais une adaptation à la LACI des législations des cantons, qui se sont en effet tous dotés de lois complétant la LACI. Si le but de ces lois est de donner une chance supplémentaire à la personne en fin de droit de réintégrer le marché du travail, les moyens d'atteindre ce but divergent. Certains cantons ont décidé d'introduire un revenu minimal d'insertion, tandis que d'autres ont mis en place un système calqué sur des programmes LACI.

La LEAC place le canton de Fribourg dans la deuxième catégorie, mais avec une particularité unique qui consiste à offrir des places de formation en entreprises. Cette option est fondée sur le constat que, si les mesures mises en place durant les deux ans du délai cadre fédéral n'ont pas abouti à un résultat, il est illusoire d'en obtenir un en misant uniquement sur la poursuite des efforts déjà entrepris.

Les programmes LEAC en entreprises sont certes difficiles à acquérir, mais ils ont un taux de réussite en matière d'insertion supérieur à la moyenne.

La hausse du nombre de personnes arrivées en fin de droit suscite les questions suivantes:

- L'offre en matière de programmes LEAC est-elle adaptée au profil des demandeurs d'emploi?
- Cette offre est-elle suffisante?
- Est-il nécessaire de modifier cette offre et, le cas échéant, de quelle manière?

2. LE NOMBRE DE PERSONNES EN FIN DE DROIT DANS LE CANTON

En 2003, 880 personnes ont épuisé leurs indemnités de chômage ou sont arrivées au terme de leur délai cadre sans avoir trouvé un emploi, situation qui concernait 510 personnes en 2002.

Cette augmentation s'explique par la hausse du chômage constatée dans toute la Suisse en 2003, mais également par l'entrée en vigueur, le 1^{er} juillet 2003, de la modification de la LACI qui a provoqué l'afflux d'une centaine de personnes en fin de droit.

Le bilan 2003, établi au 30 avril 2004, permet de dégager les éléments suivants.

Sur un total de 880 personnes:

- 131 personnes, soit 15 %, ont annoncé à l'Office régional de placement (ORP) la reprise d'un emploi au terme du délai cadre fédéral;
- 318 personnes, soit 36 %, sont sorties du système LACI sans avoir annoncé à l'ORP le motif de l'abandon des prestations; elles ne peuvent alors plus bénéficier des prestations de la LEAC. L'analyse du dossier de ces personnes laisse apparaître qu'elles ont retrouvé un emploi sans en informer l'ORP, quitté la Suisse, été mises au bénéfice d'une rente de l'assurance-invalidité ou encore qu'elles n'entendent plus rechercher un emploi.
- 431 personnes, soit 49 %, sont restées inscrites comme demandeurs d'emploi auprès des ORP. Leurs dossiers sont alors examinés par les conseillers en personnel et, en fonction du bilan effectué, elles peuvent recevoir une proposition de programme LEAC.

Un profil exact des personnes en fin de droit est difficile à établir. La proportion des hommes et des femmes est de respectivement 51 % et 49 %, celle des Suisses et des étrangers de respectivement 53 % et 47 %; la part des personnes dont le niveau de formation est faible (absence d'un CFC) est de 56 %.

3. ADÉQUATION DE L'OFFRE EN MATIÈRE DE PROGRAMMES LEAC

Durant la période de chômage régie par la LACI et financée par le Fonds fédéral de l'assurance-chômage, une série de mesures actives sont proposées aux demandeurs d'emploi: cours, stages, gains intermédiaires ou programmes d'emploi temporaires. Au terme du délai cadre fédéral, il paraît peu judicieux de proposer des mesures semblables, financées cette fois par le canton. Pour ce motif la LEAC prévoit une nouvelle mesure: les programmes de qualification ou programmes d'emploi qualifiant (PEQ LEAC).

Lorsqu'il envisage un PEQ LEAC, le conseiller en personnel de l'ORP doit décider s'il place le demandeur d'emploi dans un programme auprès d'une association à but non lucratif, d'une administration publique ou d'une entreprise. Une personne qui a davantage besoin d'aide et d'encadrement sera orientée vers une association, tandis qu'une personne plus indépendante sera dirigée vers une entreprise, dans les limites des programmes disponibles.

L'expérience a démontré que le fait de placer le demandeur d'emploi dans un programme où il se trouve en contact étroit avec un environnement professionnel était propre à favoriser grandement sa réinsertion.

Pour chaque bénéficiaire, un plan de formation est établi et des bilans réguliers sont effectués pour savoir si la mesure répond aux objectifs fixés.

La durée du contrat est généralement de six mois, mais cette durée peut être réduite ou augmentée selon la situation de chaque ayant droit.

A la fin du programme, le demandeur d'emploi obtient un certificat de travail qui mentionne la nature de l'activité réalisée et l'appréciation de l'employeur sur le travail effectué. Ce certificat constitue un document qui valide l'expérience acquise et que le demandeur d'emploi peut présenter lors d'un futur entretien d'embauche.

En permettant à 20 % des chômeurs en fin de droit, restés inscrits auprès d'un ORP, de retrouver un emploi, les programmes LEAC sont pleinement justifiés.

4. OFFRE QUANTITATIVE DES PROGRAMMES LEAC

Toutefois, il serait vain d'offrir automatiquement un PEQ LEAC à toutes les personnes qui arrivent en fin de droit. Cela reviendrait à créer un système de chômage perpétuel qui ne les motiverait pas ou peu à reprendre un emploi.

Les ORP n'octroient ainsi pas de PEQ LEAC aux personnes qui, durant le délai cadre fédéral, ont fait l'objet d'une suspension de plus de trente jours, ont été sanctionnées plus de trois fois ou ont refusé un emploi convenable. Un chômage fautif, passible d'une sanction de soixante jours au début du délai cadre fédéral, n'exclut toutefois pas l'octroi des aides cantonales. Les ORP tiennent enfin compte de la situation personnelle du demandeur d'emploi pour établir un ordre de priorités dans l'octroi des programmes. Sont notamment pris en considération l'âge, la charge de famille ou la mobilité des intéressés.

En 2003, 218 PEQ LEAC ont été organisés pour 158 personnes, certaines d'entre elles ayant bénéficié de deux, voire de trois programmes. 72 personnes ont été placées auprès d'associations à but non lucratif, 52 dans des collectivités publiques (17 dans l'administration cantonale et 35 dans les communes, dont 23 dans la ville de Fribourg) et 34 dans des entreprises.

Le bilan de ces placements, à la fin de l'année 2003, est le suivant:

- 7 % des personnes concernées ne sont plus inscrites comme demandeurs d'emploi au terme du programme;
- 7 % demeurent inscrites, sans avoir droit aux prestations de l'assurance-chômage;
- 34 % demeurent inscrites et bénéficient d'un nouveau délai cadre fédéral et, partant, des prestations de l'assurance-chômage;
- 32 % continuent à bénéficier, en 2004, d'un PEQ LEAC;
- 20 % ont trouvé un emploi.

Le Service public de l'emploi (SPE) met l'accent sur les PEQ LEAC dans les entreprises, qui offrent le maximum de chances de réinsertion professionnelle aux demandeurs d'emploi. En effet, en 2003, 30 % des personnes ayant effectué un programme en entreprise ont retrouvé un emploi, alors que ce taux n'était que de 11 % pour celles qui ont bénéficié de programmes au sein d'asso-

ciations. Les efforts pour convaincre les entreprises d'accepter des chômeurs en fin de droit ont dès lors été intensifiés, mais les autres programmes ont également leur importance, afin de répondre aux besoins de toute la palette des demandeurs d'emploi.

Pour faire face à l'augmentation du nombre des personnes en fin de droit, dès l'été 2003, le SPE a organisé, de janvier à mi-juillet 2004, 310 PEQ LEAC pour 230 demandeurs d'emploi, ce qui correspond à une très forte augmentation par rapport à la même période de l'année précédente (110 programmes pour 90 demandeurs d'emploi). L'offre de programmes a été ainsi rapidement adaptée à la demande et est jugée suffisante, quantitativement et qualitativement. Le SPE a pu, en effet, gérer l'afflux de personnes en fin de droit et leur offrir la mesure appropriée.

5. CONCLUSION

Les programmes LEAC constituent un filet social qui s'ajoute à l'aide fédérale et qui la complète. Ce filet est encore complété par les mesures d'insertion sociale, notamment pour les demandeurs d'emploi qui rencontrent des difficultés d'ordre personnel, indépendamment du marché du travail et qui peuvent avoir besoin d'une aide que la législation sur le chômage – fédérale ou cantonale – ne peut pas, ou plus, leur apporter. Toutes ces mesures doivent permettre à la personne concernée de se rapprocher du marché du travail et lui sont proposées dans un ordre chronologique: les programmes LEAC succèdent au chômage fédéral et précèdent les mesures d'insertion sociale. De cette manière, l'offre peut s'adapter aux besoins. En effet, certains demandeurs d'emploi peuvent retrouver un travail sans trop de difficulté, tandis que d'autres ont besoin de davantage de temps et d'encadrement pour y parvenir. Les différents partenaires œuvrant pour la réinsertion professionnelle savent que plus un problème social ou professionnel est décelé rapidement, moins il constituera une entrave à l'accès au marché du travail. Le facteur temps devient alors déterminant.

Aussi, depuis 2003, le SPE teste-t-il un modèle de collaboration interinstitutionnelle avec l'Office cantonal de l'assurance-invalidité et les services sociaux régionaux. Ce modèle vise à apporter la solution la plus adéquate aux personnes pour lesquelles le système mis en place ne répond que partiellement à leurs besoins.

Cette collaboration interinstitutionnelle vise principalement à coordonner les mesures d'insertion professionnelle et sociale, afin d'éviter un va-et-vient entre les services et mesures, et à détecter et prendre en charge plus rapidement les personnes concernées, ce qui, de l'avis de tous les spécialistes de la réinsertion professionnelle, constitue la meilleure manière d'éviter des situations de précarité.

Nous vous invitons à prendre acte de ce rapport.

26. Oktober 2004

**BERICHT Nr. 159
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Postulat Nr. 228,03 Antoinette Romanens
über die Folgen der Änderungen des Gesetzes
über die Arbeitslosenversicherung
und die Insolvenzenschädigung**

Wir unterbreiten Ihnen einen Bericht zum Postulat Antoinette Romanens über die Folgen der Änderungen des Gesetzes über die Arbeitslosenversicherung und die Insolvenzenschädigung (AVIG). Dieses am 26. März 2003

eingereichte und begründete Postulat verlangte, dass unverzüglich Massnahmen geprüft und eingesetzt werden, damit die Personen, die aus dem Arbeitslosenversicherungssystem nach AVIG ausgeschieden sind, in einem sozioökonomischen Umfeld verbleiben. In seiner Antwort erklärte der Staatsrat, dass die Forderungen des Postulats durch die Anpassung des Gesetzes vom 13. November 1996 über die Beschäftigung und die Arbeitslosenhilfe (BAHG) bereits vorweggenommen worden waren. Er hielt es jedoch für nützlich, das Angebot an Beschäftigungs- und Ausbildungsmassnahmen für Stellensuchende zu überprüfen. Er beantragte deshalb, das Postulat erheblich zu erklären, aber den von ihm verlangten Bericht auf diese beiden Aspekte zu begrenzen.

1. ÜBERBLICK

Die Zunahme der Zahl der Ausgesteuerten gehörte 2003 zu den Haupt Sorgen aller Arbeitsämter der Schweiz. Der Übergang von 520 Taggeldern auf 400 bei unveränderter Rahmenfrist von zwei Jahren hat die Situation vieler Personen am Ende der Rahmenfrist verschärft.

Die Lage hat sich aber nicht so stark verändert, dass sie die bisherigen Betreuungssysteme für Stellensuchende in der Schweiz in Frage stellt. Eine Anpassung der kantonalen Gesetzgebungen an das revidierte Bundesgesetz war zwar nötig, doch die kantonalen Unterstützungsmechanismen mussten nicht grundlegend umgestaltet werden. Das Ziel der kantonalen Gesetze ist es, den ausgesteuerten Stellensuchenden eine neue Chance zu geben, sich in den Arbeitsmarkt einzugliedern. Um dieses Ziel zu erreichen, gehen die Kantone aber verschiedene Wege. Die einen führten ein garantiertes Mindesteinkommen ein, während die anderen ein System anwenden, das sich an die AVIG-Programme anlehnt.

Der Kanton Freiburg gehört mit dem BAHG zur zweiten Kategorie, besitzt aber eine Besonderheit: Er bietet Ausbildungsplätze in Unternehmen an. Diese Lösung stützt sich auf die Überlegung, dass die bloss Fortsetzung der bisherigen Anstrengungen wohl kaum zum erhofften Resultat führt, wenn die im Laufe der zweijährigen Rahmenfrist genutzten Massnahmen erfolglos geblieben sind.

Es ist zwar schwierig, Unternehmen für das Angebot von BAHG-Programmen zu gewinnen, doch ihre Erfolgsquote liegt deutlich über dem Durchschnitt.

Die zunehmende Zahl der Ausgesteuerten wirft folgende Fragen auf:

- Stimmt das Angebot an BAHG-Programmen mit den Profilen der Stellensuchenden überein?
- Reicht das Angebot aus?
- Ist es notwendig, das Angebot zu verändern? Wenn ja, in welcher Hinsicht?

2. DIE ZAHL DER AUSGESTEUERTEN IM KANTON

Im Jahre 2003 schöpften 880 Personen ihren Anspruch auf Arbeitslosenentschädigung aus oder erreichten das Ende ihrer Rahmenfrist, ohne eine neue Stelle gefunden zu haben. 2002 dagegen waren 510 Personen in dieser Lage.

Diese Zunahme lässt sich auf den allgemeinen Anstieg der Arbeitslosigkeit in der ganzen Schweiz im Laufe des

Jahres 2003, aber auch auf die AVIG-Revision, die am 1. Juli 2003 in Kraft getreten ist, zurückführen. Die AVIG-Revision hat einen einmaligen Zustrom von etwa 100 Ausgesteuerten bewirkt.

Die Bilanz vom 30. April 2004 für das Jahr 2003 lautet wie folgt:

Von insgesamt 880 Personen:

- haben 131 Personen (15 %) am Ende der Rahmenfrist des Bundes dem regionalen Arbeitsvermittlungszentrum (RAV) einen Stellenantritt gemeldet.
- haben sich 318 Personen (36 %) von der Arbeitslosenversicherung abgemeldet, ohne dem RAV den Grund für ihren Verzicht auf die Leistungen des Amtes anzugeben; diese Personen haben folglich keinen Anspruch auf Leistungen nach BAHG mehr.
Die Analyse der einzelnen Dossiers hat ergeben, dass die Personen dieser Kategorie entweder eine Stelle gefunden haben, ohne das RAV davon zu unterrichten, oder die Schweiz verlassen haben, oder im Genuss einer Invalidenrente stehen oder die Stellensuche aufgegeben haben.
- sind 431 Personen (49 %) beim RAV als stellensuchend gemeldet geblieben. Die Personalberaterin und Personalberater prüften die Dossiers dieser Personen und entschieden je nach Resultat, ob ihnen ein BAHG-Programm angeboten werden kann.

Ein genaues Profil der Ausgesteuerten aufzustellen, ist schwierig. Die Gruppe der Ausgesteuerten setzt sich zusammen aus 51 % Männer und 49 % Frauen, 53 % Schweizer und 47 % Ausländer; 56 % haben ein tiefes Ausbildungsniveau (ohne EFZ).

3. EIGNUNG DES ANGEBOTS AN BAHG-PROGRAMMEN

Solange die Stellensuchenden Anspruch auf Leistungen nach AVIG haben, wird ihnen eine Reihe von aktiven Massnahmen angeboten, die über den Arbeitslosenversicherungsfonds des Bundes finanziert werden: Kurse, Praktika, Zwischenverdienste und Programme zur vorübergehenden Beschäftigung. Nach Ablauf der Rahmenfrist scheint es nicht angebracht, ähnliche – diesmal durch den Kanton finanzierte – Massnahmen anzubieten. Aus diesem Grund sieht das BAHG eine neuartige Massnahme vor: die kantonalen Qualifizierungsprogramme (QP-BAHG).

Personalberaterinnen und Personalberater, die einer stellensuchenden Person ein QP-BAHG zuteilen möchten, müssen sich entscheiden, ob sie ihr ein Programm bei einer gemeinnützigen Institution, einer öffentlichen Körperschaft oder bei einem Unternehmen zuweisen sollen. Für eine Person, die mehr Unterstützung und Betreuung benötigt, wird eine gemeinnützige Institution bevorzugt, während einer selbständigeren Person ein Programm in einem Unternehmen angeboten wird, soweit derartige Plätze vorhanden sind.

Die Erfahrung hat gezeigt, dass die stellensuchenden Personen deutlich bessere Eingliederungschancen haben, wenn sie an einem Programm teilnehmen, das sie in ein berufliches Umfeld integriert.

Für alle Teilnehmenden wird ein Ausbildungsplan aufgestellt und in regelmässigen Intervallen wird Bilanz gezogen, um abzuklären, ob die Massnahme den gesetzten Zielen entspricht.

Der Vertrag dauert in der Regel sechs Monate, kann aber je nach Situation der stellensuchenden Person kürzer oder länger sein.

Am Ende des Programms stellt der Arbeitgeber der stellensuchenden Person ein Arbeitszeugnis mit Angaben über die Art der Tätigkeit und die Einschätzung der geleisteten Arbeit aus. Dieses Arbeitszeugnis anerkennt die gewonnene Erfahrung und kann bei späteren Anstellungsgesprächen vorgewiesen werden.

20 % der Ausgesteuerten, die bei den RAV gemeldet bleiben, finden dank den BAHG-Programmen eine neue Stelle. Dieses Resultat ist ein Beweis dafür, dass der Einsatz von BAHG-Programmen durchaus gerechtfertigt ist.

4. AUSMASS DES ANGEBOTS AN BAHG-PROGRAMMEN

Es wäre illusorisch, allen Ausgesteuerten automatisch ein QP-BAHG anbieten zu wollen. Dadurch würde ein lückenloses Auffangsystem geschaffen werden, das die Ausgesteuerten nicht oder zu wenig motiviert, eine neue Stelle anzunehmen.

Den Personen, über die innerhalb der Rahmenfrist eine mehr als 30-tägige Einstellung in der Anspruchsberechtigung verhängt wurde, oder die mehr als dreimal sanktioniert wurden, oder die eine zumutbare Stelle abgewiesen haben, bietet das RAV kein QP-BAHG an. Von dieser Regel ausgenommen ist die selbstverschuldete Arbeitslosigkeit zu Beginn der Rahmenfrist des Bundes, die mit einer Einstellung von 60 Tagen sanktioniert wird: Diese Sanktion schliesst die Vergabe einer kantonalen Massnahme nicht aus. Ausserdem setzt das RAV Prioritäten für die Bewilligung von Programmen und berücksichtigt dabei die persönliche Situation der stellensuchenden Personen. Die Kriterien umfassen insbesondere das Alter, die familiäre Unterstützungspflicht und die Mobilität der betroffenen Personen.

2003 wurden 218 BAHG-Programme für 158 Personen organisiert, von denen einzelne an zwei oder gar drei Massnahmen teilnahmen. 72 Personen wurden bei einer nicht gewinnorientierten Institution untergebracht, 52 bei einer öffentlichen Körperschaft (17 in der Kantonsverwaltung und 35 in den Gemeinden, davon 23 bei der Stadt Freiburg) und 34 bei Unternehmen.

Die Bilanz dieser Massnahmen sieht Ende 2003 wie folgt aus:

- 7 % der betroffenen Personen haben sich am Ende des Programms von der Stellensuche abgemeldet;
- 7 % bleiben angemeldet haben aber keinen Anspruch auf Leistungen der Arbeitslosenversicherung;
- 34 % bleiben angemeldet und stehen im Genuss einer neuen Rahmenfrist des Bundes. Sie haben folglich wieder Anspruch auf Leistungen der Arbeitslosenversicherung;
- 32 % stehen 2004 immer noch im Genuss eines QP-BAHG;
- 20 % haben eine Stelle gefunden.

Das Amt für den Arbeitsmarkt legt besonderes Gewicht auf die QP-BAHG in Unternehmen, die den Stellensuchenden die grössten Chancen auf eine berufliche Wiedereingliederung bieten. So haben von den Personen, die 2003 an einem Programm in einem Unternehmen teil-

nahmen, 30 % eine neue Stelle gefunden (von den Personen, die ein Programm in einer gemeinnützigen Institution absolvierten, waren es 11 %). Deshalb wurden die Anstrengungen intensiviert, die Unternehmen zur Anstellung von ausgesteuerten Arbeitslosen zu bewegen. Doch auch die anderen Programme sind notwendig, damit die Bedürfnisse aller Stellensuchenden berücksichtigt werden können.

Da seit Mitte 2003 die Zahl der Ausgesteuerten stetig zunimmt, organisierte das SPE zwischen Januar und Mitte Juli 2004 insgesamt 310 QP-BAHG für 230 Stellensuchende, was einer starken Zunahme gegenüber der gleichen Vorjahresperiode entspricht (110 Programme für 90 Stellensuchende). Das Angebot an Programmen konnte folglich rasch an die Nachfrage angepasst werden und wird qualitativ wie quantitativ als genügend eingeschätzt. Dem SPE gelang es so, auf den Zufluss an Ausgesteuerten zu reagieren und den betroffenen Personen eine geeignete Massnahme anzubieten.

5. SCHLUSS

Die BAHG-Programme gehören zum Netz der sozialen Sicherheit und stellen eine Ergänzung der Bundeshilfe dar. Dieses Netz wird durch die sozialen Eingliederungsmassnahmen ergänzt: Diese sind besonders für Stellensuchende bestimmt, die persönliche, vom Arbeitsmarkt unabhängige Probleme haben und die eine Hilfe benötigen, die die Arbeitslosenversicherung – des Bundes oder des Kantons – nicht oder nicht mehr bieten kann. Alle diese Massnahmen haben zum Ziel, die betroffenen Personen dem Arbeitsmarkt ein Stück näher zu bringen, und kommen in chronologischer Reihenfolge zum Zug: Die BAHG-Programme folgen auf die Arbeitslosenversicherung des Bundes und kommen vor den sozialen Eingliederungsmassnahmen zum Einsatz. Auf diese Weise kann das Angebot auf die Bedürfnisse der Personen abgestimmt werden. Denn bestimmte Stellensuchende finden mühelos eine neue Stelle, während andere mehr Zeit und Betreuung benötigen, um zurück in den Arbeitsmarkt zu finden. Eine weitere Erkenntnis, über die sich die verschiedenen Partner im Bereich der beruflichen und sozialen Eingliederung einig sind, lautet: Je früher ein soziales oder berufliches Problem erkannt wird, desto weniger stellt es ein Hindernis für die Rückkehr auf den Arbeitsmarkt dar. Der Faktor Zeit spielt somit eine wichtige Rolle.

Deshalb testet das SPE seit 2003 ein Modell der interinstitutionellen Zusammenarbeit mit den regionalen Sozialdiensten und der kantonalen Invalidenversicherungstelle. Dieses Modell soll speziell den Personen eine geeignete Lösung anbieten, deren Bedürfnisse das bestehende Betreuungssystem nur teilweise deckt.

Das Hauptziel der interinstitutionellen Zusammenarbeit ist es, die beruflichen und sozialen Eingliederungsmassnahmen besser zu koordinieren, um zu vermeiden, dass die Leistungsempfänger zwischen den Massnahmen hin und her pendeln. Dadurch wird ferner eine frühere Erkennung und Betreuung dieser Personen angestrebt. Denn alle Fachleute im Bereich der beruflichen Eingliederung stimmen darin überein, dass dies die beste Methode ist, um prekäre Situationen zu vermeiden.

Wir beantragen Ihnen, von diesem Bericht Kenntnis zu nehmen.